



Copie certifiée
Conforme à l'original

DECISION N°061/2021/ANRMP/CRS DU 28 MAI 2021 SUR L'AUTOSAISINE DE L'ANRMP POUR INEXACTITUDES DELIBEREES COMMISES PAR LES ENTREPRISES JEFAKO GROUP, IPT, ETS MASY, SIBEM et AFRICA MULTI SERVICES DANS LE CADRE DES APPELS D'OFFRES RELATIFS AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DES DIRECTIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES DU MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS STATUANT SUR AUTOSAISINE EN MATIERE D'IRREGULARITES, D'ACTES DE CORRUPTION ET DE PRATIQUES FRAUDULEUSES ;

Vu l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu l'ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret n°2018-658 du 1^{er} août 2018 portant nomination des membres du Conseil de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2018-668 du 03 août 2018 portant nomination du Président de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret 2020-402 du 21 avril 2020 portant nomination des membres du Secrétariat Général de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2020-409 du 22 avril 2020 fixant les modalités de saisine et les procédures d'instruction, de prise de décision et d'avis des organes de recours non juridictionnels de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu l'acte de saisine en date du 14 mai 2021 du Président du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu les écritures et pièces du dossier ;

En présence de Monsieur COULIBALY Yacouba Pénagnaba, Président de la Cellule, de Madame KOUASSI Yao Monie Epouse TCHRIFFO et de Messieurs COULIBALY Souleymane, COULIBALY Zoumana, DELBE Zirignon Constant et YOBOUA Konan André, membres ;

Assistés de Docteur BILE Abia Vincent, Secrétaire Général Adjoint chargé des Recours et Sanctions ;

Après avoir entendu le rapport de Docteur BILE Abia Vincent exposant les faits, moyens et conclusions des parties ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Par correspondance en date du 14 mai 2021, le Président du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) a saisi les membres de la Cellule Recours et Sanctions afin que, par le mécanisme de l'autosaisine, il soit statué sur des irrégularités qu'auraient commises les entreprises JEFAKO GROUP, IPT, ETS MASY, SIBEM et AFRICA MULTI SERVICES dans le cadre des appels d'offres relatifs aux travaux de réhabilitation des Directions Régionales et Départementales du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ;

LES FAITS ET LA PROCEDURE

Le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a organisé les appels d'offres relatifs aux travaux de réhabilitation de ses Directions Régionales ;

Lors des travaux de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO), le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés Publics du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a saisi l'ANRMP à l'effet d'authentifier les quitus de non redevance produits par les entreprises JEFAKO GROUP, IPT, ETS MASY, SIBEM et AFRICA MULTI SERVICES ;

A l'issue de la vérification des QR codes, les quitus de non redevance produits par ces cinq (05) entreprises se sont avérés faux, de sorte que leur production dans leur offre est constitutive d'inexactitude délibérée ;

Estimant que ces entreprises ont commis des irrégularités constitutives d'une violation à la réglementation des marchés publics, le Président du Conseil de Régulation de l'ANRMP a saisi, par courrier en date du 14 mai 2021, les membres de la Cellule Recours et Sanctions afin que, par le mécanisme de l'autosaisine, il soit statué sur ces violations ;

SUR LA COMPETENCE DE LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS

Considérant qu'aux termes de l'article 27 de l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'ANRMP, « **La Cellule Recours et Sanctions est chargée :**

- ...
- **de s'autosaisir si elle s'estime compétente pour statuer sur les irrégularités, fautes et infractions constatées par l'Autorité de régulation sur la base des informations recueillies dans l'exercice de ses missions ou de toute autre information communiquée par des autorités contractantes, candidats ou des tiers**
- ... » ;

Qu'en outre, aux termes des dispositions de l'article 5 de l'arrêté n°118/MPMB du 26 mars 2014 portant modalités d'application des sanctions aux violations de la réglementation des marchés publics, « **Les sanctions énumérées à l'article 4 du présent arrêté sont prononcées selon leur nature, par les autorités suivantes :**

a) Pour les sanctions administratives

- **le Ministre chargé des marchés publics ;**
- **les ministres des tutelles des acteurs publics ;**
- **l'Autorité Nationale de Régulation des marchés Publics (ANRMP) ;**
- **l'autorité contractante ;**
- **le préfet du département ;**
- **le Conseil d'Administration de la société d'Etat ou le Directeur Général selon le cas ;**

- *l'organe exécutif de la collectivité territoriale ou l'organe délibérant selon le cas ;*
 - *la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO) ;*
- b) » ;

Qu'il s'ensuit que la Cellule Recours et Sanctions est compétente pour connaître des violations dont elle a été saisie ;

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 145.3 du Code des marchés publics, « **Sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de ses missions, ou de toute information communiquée par toute personne, l'organe de régulation peut s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, fautes ou infractions constatées. Toutefois, cette autosaisine n'a pas pour effet de suspendre la procédure, sauf si l'organe de régulation en décide autrement** » ;

Qu'en outre, l'article 6.2 in fine du décret n°2020-409 du 22 avril 2020 fixant les modalités de saisine et les procédures d'instruction, de prise de décision et d'avis des organes de recours non juridictionnels de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics dispose que « **En cas d'autosaisine, le président de l'organe de recours non juridictionnel convoque les membres afin qu'il soit statué sur la violation de la réglementation de la commande publique** » ;

Qu'en l'espèce, le Président du Conseil de Régulation de l'ANRMP a saisi, par courrier en date du 14 mai 2021, les membres de la Cellule Recours et Sanctions afin que, par le mécanisme de l'autosaisine, il soit statué sur la violation de la réglementation des marchés publics, résultant de la production par les entreprises JEFAKO GROUP, IPT, ETS MASY, SIBEM et AFRICA MULTI SERVICES, de faux quitus de non redevance ;

Que dès lors, il y a lieu de déclarer ce recours recevable comme étant conforme aux dispositions des articles 145.3 du Code des marchés publics et 6.2 du décret n°2020-409 du 22 avril 2020 ;

DECIDE :

- 1) La CRS se déclare compétente ;
- 2) L'autosaisine introduite par le Président du Conseil de Régulation de l'ANRMP le 14 mai 2021, est recevable ;
- 3) Le Secrétaire Général de l'ANRMP est chargé de notifier aux entreprises JEFAKO GROUP, IPT, ETS MASY, SIBEM et AFRICA MULTI SERVICES ainsi qu'au Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, avec ampliation à la Présidence de la République et à Monsieur le Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, la présente décision qui sera publiée sur le Portail des marchés publics et insérée dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics à sa prochaine parution.

LE PRESIDENT

COULIBALY Y.P.